

Le promoteur s'engage avec l'État à « améliorer » son projet

© 02/09/2018 |  Terre-net Média

Le promoteur d'Europacity, futur mégacomplexe de commerces et de loisirs au nord de Paris, s'est engagé avec l'État à « améliorer » son projet pour qu'il soit plus respectueux de l'environnement, a-t-on appris de sources concordantes, confirmant une information du Monde.

Le ministère de la Cohésion des territoires a profité du renouvellement cette année de l'accord entre l'aménageur public Grand Paris Aménagement et le promoteur Alliages et territoires pour demander à ce dernier de retravailler son projet. « On reconduit le protocole et, à cette occasion, les deux parties améliorent le projet sur les questions environnementales et économiques », a déclaré à l'AFP le ministère de la Cohésion des territoires. « C'est un processus normal de négociations », insiste le ministère. « On est dans une phase positive du projet » grâce au « soutien réaffirmé » de l'exécutif, estime même Jean-Pierre Blazy, maire (PS) de Gonesse (Val-d'Oise) où doit s'implanter Europacity.

Le **Premier ministre Édouard Philippe** « a envoyé un courrier en juillet pour confirmer l'intérêt du gouvernement dans le projet **Europacity**, tout en demandant de le reconfigurer pour mieux tenir compte des enjeux environnementaux », a indiqué Matignon à l'AFP.

« Sanctuariser les terres agricoles »

La création d'un parc de commerces et de loisirs sur 80 hectares de terres agricoles entre les aéroports de Roissy et du Bourget se heurte depuis des années à l'opposition des militants écologistes et des commerçants locaux. L'**ancien ministre de la transition écologique Nicolas Hulot**, qui vient de démissionner, était leur meilleur atout. Début juillet, il avait tancé la « folie des grandeurs » du projet avec sa piste de ski artificielle, plaidant pour « sanctuariser nos **terres agricoles** ». « Il est trop tôt pour dire si (la piste de ski) se fera ou ne se fera pas », a déclaré à l'AFP Benoît Chang, directeur général d'Alliages et territoires, co-entreprise entre Ceetrus (ex-Immochan), foncière du géant de la distribution Auchan, et le conglomérat chinois Wanda. « Le bon sens voudra qu'elle ne soit pas réalisée si l'on voit que cet équipement n'a pas de sens pour les habitants, les clients, l'environnement et ce qu'il génère sur l'image », a-t-il ajouté.

Promoteur et aménageur s'engagent à travailler pour **limiter l'empreinte carbone** et la consommation de sols, mais aussi à étaler dans le temps l'ouverture des boutiques pour ne pas faire trop d'ombre aux commerces locaux. Dans un communiqué, le collectif de commerçants "Europa du tout" veut davantage : un « moratoire interdisant toute nouvelle surface commerciale supplémentaire sur le territoire si nous voulons préserver les commerces existants ». « Ce pseudo-compromis passe totalement à côté des véritables enjeux », juge dans un communiqué le collectif historique d'opposants CPTG, appelant à « sauver » les terres agricoles. « Le reste n'est qu'enfumage et opération de communication », estime-t-il.

Europacity, « dans sa conception et sa philosophie générale, n'est pas et ne sera jamais un projet compatible avec les enjeux sociaux et environnementaux de notre temps. Et le *greenwashing* voulu par les promoteurs et l'État ne changera rien à cette évidence », affirme dans un communiqué Mounir Satouri, président du groupe Alternative écologiste et sociale au conseil régional d'Île-de-France.